

# L'intérêt des enfants passe avant tout



**Selon les représentants du parquet en charge des dossiers de non-représentation d'enfant, saisir la justice immédiatement n'a aucun intérêt. La voie pénale n'est pas à même de résoudre les problèmes de famille.**

*De notre journaliste  
Fabienne Armbrorst*

Pendant l'année judiciaire 2013/2014, l'arrondissement de Luxembourg a reçu 325 plaintes pour non-représentation d'enfant. Ces plaintes concernaient un total de 159 familles. Vendredi, les représentants du parquet de Luxembourg ont tenu une conférence de presse pour expliquer la démarche et mettre fin aux malentendus existant en la matière.

Lors d'un divorce, le droit de garde et de visite des enfants peut engendrer des problèmes. Les chiffres diffusés dans le cadre d'une question parlementaire (numéro 230) au mois de mai parlaient de 1 119 dossiers de non-représentation d'enfant en cinq ans. Selon Doris Woltz, procureur d'État adjoint à Luxembourg, il faut faire attention à l'interprétation de ces chiffres : «Il y a bien eu 1 119 plaintes, mais ce n'est pas le nombre de familles concernées.»

Pendant l'année judiciaire 2013/2014, le parquet de l'arrondissement de Luxembourg a ainsi reçu 325 plaintes pour non-représentation d'enfant. Ces 325 plaintes concernent au total 159 familles. «Pour 94 familles, il n'y a eu qu'une seule plainte, pour plus de 30 familles trois plaintes ou plus», précise encore Doris Woltz.

Mais que se passe-t-il exactement lorsqu'une plainte est déposée au parquet? Les plaintes sont regroupées par famille et réparties entre les quatre substituts spécialisés dans les dossiers familiaux. L'un d'entre eux, Laurent Seck, premier substitut auprès du parquet de Luxembourg, explique : «Quand on reçoit un dossier de non-représentation d'enfant, on regarde d'abord où est le problème. Il est possible que l'enfant n'ait pas été présenté ou que l'enfant ait été ramené trop tard. Souvent, il est question de malentendus.» Ainsi, un enfant peut avoir été présenté une demi-heure en retard ou il peut y avoir confusion entre une année paire et une année impaire, une distinction qui intervient dans la détermination du droit de garde.

## **«Une expérience**

### **traumatisante»**

«Ni le parquet ni la police ne sont autorisés à exécuter un jugement civil», rappelle Doris Woltz. D'un point de vue humain, cela serait une expérience traumatisante pour l'enfant d'être sorti de chez lui par la police pour être amené à l'autre parent afin qu'il puisse exercer le droit de visite pendant le week-end. Elle poursuit : «Ce qui peut arriver, c'est que la police soit appelée par le parquet pour décrire la situation ou expliquer aux parents concernés le jugement rédigé en français.»

Selon Laurent Seck, pour la plupart des familles, il y a une seule plainte et le problème est rapidement résolu. Rares seraient les plaintes (accusations de violence, alcoolisme, etc.) pour lesquelles il faudrait ouvrir une enquête.

Conjointement avec d'autres instances (comme le tribunal chargé du divorce, les

enquêteurs sociaux et la police), le substitut se ferait alors une image du problème et de la famille. Un processus qui prendrait un certain temps. Mais d'après Laurent Seck, cela n'a aucun intérêt de porter directement l'affaire en justice. À titre d'exemple, une amende affecterait dans l'immédiat le budget de la famille.

«On essaie toujours d'agir dans l'intérêt des enfants, souligne Laurent Seck. Avec plus ou moins de pression douce, on essaie d'amener les parents à réfléchir.» Les sanctions pénales, quant à elles, seraient prononcées pour les parents qui sont allés trop loin.

«Chaque dossier est toujours suivi», souligne encore Laurent Seck. Les plaintes ne sont pas oubliées, le délai de prescription en matière d'oubli étant de cinq ans.

En ce qui concerne l'évolution des chiffres, certes, il y aurait aujourd'hui plus de dépôts de plaintes. «Déposer une plainte, c'est une chose, l'arrière-plan et les faits sont une autre chose», note Doris Woltz. Ce n'est pas parce qu'une plainte est déposée qu'elle est justifiée.

D'après Laurent Seck (au c.) et Doris Woltz (à d.), qui représentaient le parquet de Luxembourg, il est souvent question de malentendu lors de la non-présentation d'un enfant.

### **Voie pénale : «Pas la solution idéale»**

Selon Doris Woltz, procureur d'État adjointe à Luxembourg, «la voie pénale n'est pas la solution idéale», car elle n'apporterait pas de solution aux problèmes de famille. Il s'agirait de l'ultime voie. Dans les dernières années, entre deux et six jugements ont été prononcés par an dans l'arrondissement de Luxembourg. Les peines d'emprisonnement prononcées étaient en principe avec sursis probatoire. «La dissuasion, ce ne sont pas seulement les peines.», complète Laurent Seck. Toutes les autres mesures tel le passage chez la police, chez le juge, etc. seraient également dissuasives.

